Projet de règlement grand-ducal

déterminant les missions et les modalités de recrutement, de classement, de rémunération et d'intervention des médiateurs interculturels au service de l'Education nationale.

Avis du Conseil d'Etat

(15 novembre 2011)

Par dépêche du 31 août 2011, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal déterminant les missions et les modalités de recrutement, de classement, de rémunération et d'intervention des médiateurs interculturels au service de l'Education nationale. Le texte, élaboré par la ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une « fiche financière », ainsi que d'une fiche d'évaluation d'impact.

L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a été communiqué au Conseil d'Etat par dépêche du 17 octobre 2011.

*

Le Conseil d'Etat s'étonne du fait que la fiche financière se limite à la considération que « l'impact financier est fonction d'éventuels engagements supplémentaires » et aux chiffres relatifs à l'exemple d'un médiateur interculturel ayant le diplôme d'un éducateur gradué ainsi que des frais de route, de séjour et de déménagement. Aucune précision n'est donnée sur le nombre d'engagements prévus dans les années à venir.

Le Conseil d'Etat a pris connaissance d'un rapport émanant du Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle qui fait état que durant le premier trimestre de l'année scolaire 2010-2011 il y eut 554 interventions des médiateurs interculturels dans les écoles, en 14 langues différentes. Plus de la moitié des intervenants étaient de langue portugaise (320), suivis par ceux de langue serbo-croate (148). Une vingtaine d'interventions se faisaient en albanais, arabe et chinois; pour les autres langues, les interventions n'étaient que ponctuelles. Selon des tableaux récapitulatifs reçus du ministère compétent, les médiateurs interculturels actuellement engagés sont au nombre de 5, dont trois sous le statut de l'employé de l'Etat et deux sous celui d'« employé de bureau ». 22 autres personnes intervenaient ponctuellement.

Vu la nécessité d'une multitude de personnes n'intervenant que de manière sporadique et ceci pour répondre à la grande diversité des connaissances linguistiques des migrants et de leurs enfants scolarisés au Luxembourg, les contraintes imposées par la loi pour l'engagement des personnes visées sous le régime de l'employé de l'Etat ou du salarié de l'Etat risquent de limiter la réalisation des services de médiation interculturelle à quelques langues seulement. Pour garantir cette offre à tous

les enfants, parents et enseignants, le recours aux services d'associations spécialisées dans l'accueil des migrants et offrant déjà des services de médiation pourrait constituer une solution satisfaisante. Une autre solution, déjà en place auprès d'autres services de l'Etat, consiste à faire recours à des personnes expertes appelées à intervenir sporadiquement et qui sont rémunérées « à l'acte ».

Le règlement grand-ducal sous avis trouve sa base légale dans l'article 25 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental qui dispose que « l'Etat peut engager sous le régime de l'employé de l'Etat ou du salarié de l'Etat des ressortissants étrangers en qualité de médiateurs interculturels ». Le même article définit la mission des médiateurs, les conditions d'accès en vue de leur engagement ainsi que le cadre de leur intervention; la dernière phrase de l'article 25 renvoie, pour ce qui est des modalités de recrutement, de classement et de rémunération, à un règlement grand-ducal.

Au regard de l'article 25 de la loi de base, le Conseil d'Etat constate que seuls les articles 4 et 5 du règlement grand-ducal qui lui a été soumis pour avis concernent le recrutement, le classement et la rémunération des médiateurs interculturels et les articles 13 et 14 déterminent les dispositions transitoire et finale. Tous les autres articles visent les missions, les attributions, les devoirs et le lieu de travail; ils constituent en partie une redite du dispositif légal. Même si le Conseil d'Etat peut concevoir l'utilité de certaines précisions, celles-ci manquent de base légale et sont à omettre dans le présent projet. Il en va de même de l'intervention des médiateurs interculturels au sein des lycées. En effet, actuellement seule la loi sur l'enseignement fondamental prévoit cette possibilité.

Au vu des considérations qui précèdent, les articles 1^{er} à 3, 8 à 12 sont donc à omettre, de même que la division du dispositif en chapitres. Aussi, y-a-t-il lieu d'adapter l'intitulé du projet sous avis.

Article 4 (1^{er} selon le Conseil d'Etat)

Cet article porte sur le recrutement. Le Conseil d'Etat constate que selon le libellé sous revue, le recrutement se fait après publication des postes vacants, sans qu'aucune information sur le mode de la publication y soit indiquée. En sus, la deuxième partie du libellé, qui porte sur la présentation du dossier, omet également de préciser sous quelle forme, quel contenu et dans quel délai ledit dossier doit être présenté au ministre de l'Education nationale. Le Conseil d'Etat invite les auteurs du projet à compléter cet article en s'inspirant des textes existants en matière de recrutement dans la fonction publique.

Article 5 (2 selon le Conseil d'Etat)

Cet article prévoit d'engager des médiateurs interculturels, soit selon le droit public de l'employé de l'Etat, soit sous le droit privé régi par l'article L. 121-1 du Code du travail. Ceci est manifestement contraire à la loi qui prévoit les seuls régimes de l'employé de l'Etat ou de salarié de l'Etat.

Pour ce qui est du classement et de la rémunération, l'article sous revue retient comme critères le diplôme et la législation en vigueur pour les employés occupés dans les administrations et services de l'Etat. La

Chambre des fonctionnaires et des employés publics y voit une certaine contradiction, étant donné que le principe général applicable aux employés de l'Etat tient compte du niveau d'études et des conditions de l'emploi. Les auteurs du projet sous revue devront donc préciser leur pensée.

Article 6 (3 selon le Conseil d'Etat)

Le terme « notamment » étant un terme exemplatif, donc pas normatif, ne trouve pas sa place dans une disposition réglementaire et est de ce fait à supprimer. Celui de « sécuriser », au premier tiret, est à remplacer par un terme plus adéquat, comme par exemple « rassurer ».

Les auteurs du texte devront également préciser de qui il s'agit exactement lorsqu'ils se réfèrent au « responsable scolaire ». Il y a lieu de définir cette fonction dans le texte.

Du point de vue légistique, les tirets énonçant le rôle des médiateurs sont à remplacer par une énumération alphabétique.

Article 7 (4 selon le Conseil d'Etat)

Il y a lieu de préciser de quel ministre il s'agit.

La rédaction actuelle du texte ne donne pas de précisions sur la personne qui, dans le service concerné, est en droit d'autoriser les déplacements des médiateurs. Le Conseil d'Etat suppose qu'il s'agit du supérieur hiérarchique, directement ou par le biais de la délégation de signature, qui procède à ces autorisations. Les auteurs du texte devront apporter cette précision dans le texte.

Article 13

Selon cet article, le futur règlement grand-ducal s'appliquera à tous les médiateurs interculturels entrés en service à partir du 1^{er} avril 2007.

D'après le Conseil d'Etat, cet article est superfétatoire, car le règlement s'appliquera, dès son entrée en vigueur, à tous les médiateurs interculturels en activité.

Si les auteurs du projet de règlement grand-ducal sous revue visaient des avantages pécuniaires à accorder rétroactivement, le Conseil d'Etat se devrait dans ce cas de rappeler le principe de non-rétroactivité des actes administratifs.

Partant l'article est à supprimer.

Article 14 (5 selon le Conseil d'Etat)

Sans observation.

*

De l'avis du Conseil d'Etat, le projet est à remettre sur le métier au regard de ses observations.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 15 novembre 2011.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Schroeder